

Sommaire

Edito p1

Rentrée p 2

Campagne de l'EPS p 3

Stagiaires / Formation p 4-5

Sport scolaire p6

Equipements p 7

Vie syndicale & Adhésion p 8

« Merci à toute la profession pour son soutien et sa confiance! »

Bulletin Académique du **288**

SNEP Bordeaux

Octobre 2025

SNEP-FSU Syndicat National de l'Éducation Physique - Fédération Syndicale Unitaire
138, Rue de Pessac, 33000 Bordeaux - Tel: 05 57 81 62 46
s3-bordeaux@snepfusu.net - www.snepfsubordeaux.net - Permanences vendredi matin
Imprimerie du SNEP CPPAP: 0728 S 07338 - Directeur de publication: Nathalie Lacuey



EDITO

Ne lâchons pas la pression !

A peine amorcée, la rentrée scolaire a été marquée par la colère. Le 18 septembre, les enseignant.es, les personnels de l'Éducation nationale, les lycéens et les parents ont défilé pour réclamer plus de moyens, de reconnaissance et de justice sociale et fiscale. Cette mobilisation interprofessionnelle portée par une intersyndicale unie, a vu des taux de grève atteignant 45% dans le second degré et 33% dans le premier degré, actant une réussite et une volonté d'envoyer un message fort. Ce n'est pas la nomination du premier ministre Sébastien Lecornu en remplacement de François Bayrou qui a apaisé les tensions sur le budget. La preuve en est avec l'appel intersyndical pour le 2 octobre décidé en sortie de rencontre avec le Premier ministre le 24 septembre. Une rencontre qui devait aboutir à des réponses concrètes aux revendications exprimées par une large majorité de salarié.es. A l'inverse, le Premier ministre a dit ne pas être en mesure de connaître la copie finale du budget 2026. Ni rupture avec les mesures présentées en juillet, ni engagement sur ce qui pourraient être des mesures de justice sociale et fiscale.

Face à l'exigence portée par les syndicats de mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et

les très gros revenus, et contraignent le versement de dividendes, de conditionnalité sociale et environnementale, des 211 milliards d'euros d'aide publiques aux entreprises privées, de moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics, la protection sociale, la transition écologique, les grands patrons préparent la riposte, signe d'une fébrilité quand 86% des français.es sont favorables à la mise en place de la taxe Zucman.

Ne lâchons pas la pression !

La réorientation politique ne peut plus attendre. Dans nos établissements, nos classes, les besoins sont immenses pour une Éducation et une EPS de qualité, et pour faire évoluer notre métier, actuellement dévalorisé. L'accès pour toutes et tous à une culture commune, sportive, artistique, doit nous mobiliser.

Nous invitons la profession à s'engager à nos côtés dans toutes les actions qui seront définies et construites collectivement pour lutter



*Nathalie Lacuey
LP Flora Tristan,
Camblandes-et-Meynac (33)
Secrétaire académique
nath.lacuey33@gmail.com*



Un héritage à conquérir
4h, sport scolaire, équipements sportifs, revalorisation



Une nouvelle rentrée sous le signe de l'instabilité ministérielle (2024 pas de ministre, 2025 une ministre démissionnaire le 8 septembre) mais toujours dans la même ligne politique pourtant rejetée par les enseignants et décriée dans les rapports de l'inspection générale (Parcours Y en LP, groupes de besoin au collège, organisation du baccalauréat...).

Dans notre académie la rentrée en EPS semble en progrès par rapport à l'an passé mais l'on dénombrait encore 115h non assurées au 1er septembre :

- En Gironde seulement 5h d'EPS non couvertes repérées à la rentrée. Cela est peut-être à mettre au crédit des 34 stagiaires à temps plein aidés par les contractuels, les TZR affectés sur des besoins à l'année et en nombre plus importants à la suite d'ouverture de nouvelles ZR au mouvement intra 2025.
- Dans les Landes : pas d'heure connue non couverte.
- En Dordogne ce sont 100h alors que l'an dernier 958 heures d'EPS non pas été remplacées durant l'année auxquelles on peut ajouter 150h d'AS.
- En Lot et Garonne ce sont 10h non dispensées au 1er septembre.

- Dans les Pyrénées Atlantiques pas d'heure connue non couverte.

Cette légère embellie concernant notre discipline ne doit pas nous cacher la réalité de la politique éducative des gouvernements successifs qui s'entêtent dans une politique d'éducation du tri social des élèves, de la division des équipes pédagogiques, de la rémunération à la tâche là où la profession demande les allègements d'effectifs par classe pour pouvoir véritablement prendre en compte les particularités des élèves et une revalorisation salariale généralisée pour reconnaître enfin le travail des personnels.

En EPS s'ajoute cette année la mise en place "non obligatoire" mais parfois avec une forte insistance par endroits de tests physiques en 6ème. Les enseignants connaissent leurs élèves et leurs besoins sans avoir à alimenter de nouvelles statistiques qui ne débouchent sur aucun effet concret. Pour progresser en EPS une seule réponse 4 heures pour toutes et tous et des installations de qualité pour chaque établissement.

Face à ces conditions dégradées et au vu des annonces d'austérité et de réductions des services publics contenues dans le projet de budget Bayrou / Lecornu le SNEP-FSU dans le cadre de l'intersyndicale a appelé à rejoindre les mou-

vements de grèves et de contestations. La réussite des journées d'action du 18 septembre et du 2 octobre doit amener toutes et tous à s'engager pour réclamer du gouvernement Lecornu une nouvelle orientation politique et budgétaire respectueuse des services publics notre bien commun et rétablissant une justice fiscale indispensable pour la cohésion nationale.

Le SNEP-FSU s'inscrit depuis plusieurs années dans cette action de changement à travers la campagne des 4h d'EPS et le plus et mieux d'école mené par la FSU, par sa volonté de créer et fédérer des collectifs dans les établissements au travers de la tenue des HIS et d'action locales.

Les « non-réponses » du Premier Ministre à la suite du 2 octobre concernant la fonction publique, les services publics (non cités dans la petite évolution de la réforme des retraites au sujet des femmes et de la pénibilité) et l'annonce de la nouvelle équipe gouvernementale nous obligent à poursuivre notre mobilisation. Les SNEP-FSU continuera de soutenir toutes les initiatives interprofessionnelles, Fonction publique ou sectorielles et continuera d'œuvrer pour peser sur les choix budgétaires à venir.

Benjamin Fabas, secrétaire départemental 33



CAMPAGNE DE L'EPS : de nouveaux axes de travail pour conquérir l'Héritage des JOP et l'égalité !

Campagne de l'EPS

Au SNEP-FSU, la campagne pour l'EPS, le sport scolaire, le service public du sport s'inscrit dans une activité permanente. Une boussole, les 4 heures d'EPS pour toutes et tous !

Le caractère obligatoire de l'EPS dans l'école lui confère un rôle central dans la réduction des inégalités dont celle de l'accès aux pratiques physiques, culturelles et artistiques. Les moyens budgétaires doivent être à la hauteur de ces ambitions.

Si de nouvelles modalités de mise en œuvre de la campagne sont impulsées chaque année, l'ensemble de l'activité syndicale déjà organisée (état des lieux de rentrée et besoin en emploi, Gymnase score notamment) fait partie du chemin vers les 4h.

Trois axes de campagne sont décidés pour cette année :

- La défense et le renforcement de la mission de coordination des APSA, indispensable à la mise en œuvre d'une EPS de qualité dans les établissements.
- La construction d'actions pour mettre en avant les besoins liés à un enseignement exigeant de la natation et revendiquer les moyens adéquats.
- Une réflexion élaborée pour et avec la profession autour des programmes pour agir et revendiquer des contenus culturels identifiés.



Viser les 4 heures d'EPS ne peut se réaliser sans valoriser la coordination des APSA, un enjeu d'existence pour l'EPS. Cette mission fondamentale permet la mise en place d'une EPS de qualité pour tous les élèves dans l'établissement en œuvrant pour l'intérêt général. Reconnue par décret et circulaire d'application (2015-058 du 29.04.2015), l'enseignant.e coordonnateur.rice voit son travail valorisé.

Aussi faire respecter la réglementation et envisager son évolution (décharge de service, revalorisation de l'indemnitaire nécessaire au vu de l'inflation et de la charge de travail) doivent être des axes de réflexion et de combat. Notre campagne EPS 2025-2026 investira cette réflexion et poursuivra son action juridique pour que chaque collègue coordonnateur.rice recouvre ses

droits à la quotité d'IMP due.

L'accès à l'enseignement de la natation illustre parfaitement la problématique des inégalités sociales, la question des moyens, des installations et des exigences de cet enseignement. D'après notre enquête Gymnase Score et les données du ministère ([Surveillance des noyades durant l'été 2025. Bulletin du 22 août 2025.](#)) 14% des élèves n'ont pas accès à l'enseignement de la natation. Chiffres alarmants, au lendemain d'un été qui a vu augmenté de 14% les noyades par rapport à 2024, notamment les noyades mortelles chez les plus jeunes. 37 enfants et adolescents âgés entre 6 et 17 ans sont morts en 2025, contre 28 en 2024, augmentation de 33% pour cette tranche d'âge. Un enseignement inégalitaire qui interroge également quant aux attendus de l'attestation du savoir nager en sécurité (ASNS), qui constitue pour notre institution un marqueur suffisant pour justifier sa politique d'accès aux bassins.

Poursuivre nos investigations sur le véritable état des lieux de l'enseignement de la natation dans les établissements pour porter le sujet de manière plus offensive, plus médiatique est un des axes de travail de notre campagne pour cette année avec aussi le soutien de nageurs de haut niveau.

Les enquêtes de santé alertent sur l'obésité, la sédentarité, les pertes des capacités cardio-respiratoires des jeunes. Les 4 heures d'EPS pour tous les niveaux relèvent ainsi d'un besoin incontestable et d'une urgence.

Ce temps allongé d'enseignement rattachés aux APSA, repère concret pour les élèves et les parents, permettra d'engager de véritables apprentissages autour d'une culture commune.

Une réflexion avec la profession sur les nouveaux programmes EPS collège constituera un autre axe de notre campagne EPS 2025-2026.

Engagé pour l'égalité d'accès aux pratiques physiques et sportives, pour des conditions améliorées d'enseignement et pour le respect des droits, le SNEP-FSU compte sur la profession pour s'inscrire dans notre Campagne EPS et agir pour conquérir l'Héritage des JOP 2024 promis !

Nathalie Lacuey



Stagiaires : un contact plus que nécessaire, pour une entrée dans le métier plus sereine !

Les journées de pré-rentrée pour les fonctionnaires stagiaires se sont déroulées le mardi 26 et le mercredi 27 août 2025 à l'INSPE de Mérignac. Sandra Dufaure, Catherine Parageaud et Mathilde Gaboriaud étaient présentes pour le SNEP-FSU Bordeaux.

Cette année, l'académie de Bordeaux accueille 41 stagiaires.

A nouveau, nous leur souhaitons la bienvenue dans le métier.

Avec la mise en place de la réforme de la formation des enseignants (arrêté du 4 février 2022), les collègues stagiaires sont en majorité (40 sur 41) affectés sur un service à temps plein (17h EPS + 3h AS) tout en se formant à leur nouveau métier.

Un rythme excessivement dense que dénonce le SNEP-FSU. En effet, les fonctionnaires stagiaires vont devoir faire face à des semaines de 20 heures de cours face aux élèves, des journées de formation (12 jours dans l'année) en plus des préparations de cours, des bilans et de la découverte du fonctionnement d'un EPLE.

Face à ces conditions dégradées d'entrée dans le métier, nous pouvons compter sur la profession pour accueillir et entourer au mieux ces jeunes collègues dans le parcours vers la titularisation.

Dès les oraux de Vichy en juin, le SNEP-FSU établit un contact avec de nombreux stagiaires et poursuit le travail tout l'été en académie avec l'aide à la formulation des vœux, aux démarches administratives, la transmission de contacts dans les établissements. Ce rôle indispensable leur assure une rentrée plus sereine.

Le SNEP-FSU reste disponible tout au long de l'année pour maintenir le lien, accompagner ces jeunes collègues sur de nombreuses questions. Nous les invitons à participer aux stages SNEP-FSU et plus particulièrement au stage mutations inter-académiques le 21 novembre 2025 et au stage « Grand saut » en mai 2026.

Le site www.snepfsu-bordeaux.net reste une source d'infos à consulter et un bon réflexe !

Enfin chacun-e stagiaire, tuteur-riche peut contacter les responsables stagiaires :

-Sandra DUFAURE : sandra.juglin@gmail.com (06 33 18 62 22).

-Nathalie LACUEY : nath.lacuey33@gmail.com (06 83 16 20 48).

Sandra Dufaure



FIL INFO # 1 SPÉCIAL STAGIAIRES

**Une rentrée qui approche,
se préparer !**



SEPTEMBRE 2025



Une formation à l'offensive : les stages syndicaux organisés par le SNEP-FSU !

La formation continue dans l'Éducation Nationale souffre d'un manque cruel d'ambition et de moyens. Le SNEP-FSU refuse que la formation continue soit conçue comme un outil de gestion des ressources humaines, d'adaptation aux réformes rejetées par les personnels et d'imposition de soi-disant bonnes pratiques. Choisie par les personnels, elle doit au contraire avoir pour objectif de confronter leur expertise et d'affirmer leur personnalité. Notre ambition est d'outiller la profession pour faire face aux enjeux du moment, en la dotant d'un projet social émancipateur ambitieux pour la jeunesse de notre pays.

C'est pourquoi, la section académique et les sections départementales du SNEP-FSU organisent tous les ans des stages de formation syndicale. Sous l'égide de l'Institut de Recherche de la FSU, ces stages sont l'occasion de s'informer, de prendre du recul par rapport à son métier, de rencontrer ses pairs sans présence de la hiérarchie. Ils portent sur les divers aspects de notre métier : contenus enseignés, pratiques, organisation du travail, installations sportives, risques du métiers, mouvement des personnels, questions de société...

Nouveauté cette année, nous nous lançons dans l'organisation des journées de l'EPS.

Sur deux journées notre ambition est de rassembler à Bordeaux plus d'une centaine de collègues, pour confronter jusque dans les pratiques pédagogiques notre discipline au concept d'égalité (égalité sociale, égalité de genre...) pour viser la réussite de toutes et de tous. Ces deux journées feront date, nous n'en doutons pas !

Nos stages sont ouverts à toutes et tous, syndiqué.es ou non-syndiqué.es.

Un mail d'appel à inscription est envoyé pour chaque stage à la profession. Surveillez vos messages et n'hésitez pas, inscrivez-vous !

La seule contrainte est de s'inscrire au moins un mois avant la date du stage, auprès de votre chef.fe d'établissement en renseignant une demande d'autorisation spéciale d'absence pour stage syndical. Votre chef.fe d'établissement ne peut s'opposer à votre inscription que par « nécessité de service ». Ces stages sont de droit. Tous les personnels sont autorisés à s'absenter jusqu'à 12 jours par an pour des stages de formation syndicale. Il n'y a pas de convocation, n'oubliez pas de prévenir le SNEP-FSU de votre participation.

Voici la liste des stages déjà programmés pour 2025/2026 :

- Stage Tennis de table : lundi 17 et mardi 18 novembre à Coulouniex Chamiers (24)
- Stage mutations inter-académiques : vendredi 21 novembre au lycée La Morlette à Cenon (33).
- Journées de l'EPS : « EPS et égalité, pour la réussite de toutes et tous » lundi 27 et mardi 28 avril à Bordeaux. Consulter notre site <https://www.snepfsubordeaux.net/wp/> et son Flyer Page d'accueil et vos mails.

Pascal Grassetie

Responsable dossier Péda

**STAGE SNEP-FSU les 17 et 18 NOVEMBRE
à Coulouniex Chamiers.
INSCRIVEZ-VOUS très vite !!!**





Sport scolaire : Réunions départementales UNSS de rentrée septembre 2025 : le SNEP-FSU présent et revendicatif



A l'aube de la nouvelle saison sportive de l'UNSS, sous la présidence de Jean Marc Serfaty, malgré des annonces volontaristes, la prudence reste de mise dans de nombreux domaines. En effet, la question financière, ainsi que les ajustements du règlement fédéral, ont suscité de nombreux débats en cette rentrée.

Les traditionnelles réunions de rentrée de l'UNSS ont lancé la nouvelle saison dans chaque département de l'académie. Comme à l'accoutumée, les représentants du SNEP-FSU au Conseil Départemental avaient préparé une déclaration pour informer les collègues sur l'actualité du sport scolaire et de l'EPS.

Dans de nombreux départements, les sections départementales font face à une politique budgétaire restreinte au niveau des collectivités locales. Cependant, il ne faut pas généraliser et se résigner face à ces diminutions drastiques.

Un exemple dans les Landes : la subvention du Conseil Départemental reste volontariste et généreuse, ce qui permet notamment de faire face aux coûts des transports qui explosent comme partout (avec ou sans l'accord cadre d'ailleurs).

Sur la période à venir, il est question également de ficeler les différents programmes départementaux du sport scolaire dans chaque territoire, qui seront votés dans les CD UNSS courant novembre ou décembre.

grande majorité de collègues EPS présents a souhaité exprimer sa colère à nos côtés en participant aux actions collectives pour dire collectivement "STOP BUDGET AUSTÉRITÉ"; budget qui touche toute la société, les services publics, l'école, l'EPS et le sport scolaire ! Tous bien conscients que d'autres choix sont possibles !

Un conseil régional UNSS est prévu le mardi 4 novembre à Bordeaux. Il sera l'occasion de faire un bilan de cette rentrée sur notre territoire. Il est d'ores et déjà acté que le nombre d'IMP pour les coordonnateurs de districts dans l'académie est maintenu contrairement à d'autres académies !

Le SNEP FSU maintiendra son engagement afin que tous les élèves puissent bénéficier d'un service public du sport scolaire ambitieux.

Christel De carlo et



*Camille Jacques
Collège Anatole France, Villeneuve sur Lot (47)
Secrétaire Département SNEP47
Responsable académique dossier Sport Scolaire*

A l'issue de plusieurs réunions UNSS de rentrée, une

Militions pour des équipements sportifs de qualité sur notre territoire

La rentrée 2025/2026 du SNEP-FSU ne peut être qu'offensive sur le dossier des équipements. L'été a encore été marqué par des chiffres alarmants concernant les noyades. Pour cet enjeu de santé publique, le SNEP se jette à l'eau le 27 Août 2025 dans la Seine pour sensibiliser sur la question du manque de piscines et contrecarrer un budget des sports minimaliste.

Par la même occasion, des sportifs comme Alain Bernard et Florent Manaudou alertent les politiques et l'opinion publique sur la nécessité de construire des piscines de proximité "lire, écrire, nager, l'appel d'Alain Bernard pour un vrai plan piscine". En effet, le savoir-nager doit être une priorité nationale, le gymnase score du SNEP-FSU révèle que plus de 20% des élèves sur l'académie de Bordeaux n'ont pas accès à la piscine. Faute d'équipement ou de moyens pour financer le transport.

Si la question des piscines occupe le devant de la scène, celle des gymnases reste une priorité pour le SNEP-FSU. Dans chaque bureau départemental, les militants du SNEP-FSU restent actifs pour faire remonter les problématiques locales auprès des élus. Sur les 410 EPLE de l'académie de Bordeaux, les 288 ont répondu à l'enquête. Le score établissement révèle que 9% des établissements ont des conditions très satisfaisantes, 21% satisfaisantes, 23% moyennes, 21% insuffisantes et 26% catastrophiques.

70% des établissements ont des conditions moyennes ou dégradées, ne permettant pas une EPS de qualité capable de répondre aux programmes de la discipline.

Même si ce combat est long, rappelons qu'il peut offrir de belles victoires comme le plan collège mené par le conseil départemental de Gironde.

Actuellement nous nous préparons à rencontrer le conseil régional de la Nouvelle Aquitaine, avec les académies de Limoges et Poitiers dans le cadre de la commission quadripartite avec la ligue nouvelle-aquitaine de la FFN. Nous dresserons un bilan du Gymnase Score, évoquerons les chantiers en cours et les remontées des collègues de lycée sur l'état de leurs équipements. Nous viendrons ainsi mettre en perspective les recommandations du CESER en matière d'éducation, d'accès au sport et les mandats défendus par le SNEP-FSU.

Nous invitons chaque collègue d'EPS à investir ce dossier et à se mettre en lien avec le SNEP-FSU.

Jérémy CARE responsable dossier académique équipements





2026 : année de congrès, temps fort démocratique de la vie du SNEP-FSU Appel aux adhérent.es

Tous les 3 ans, le SNEP-FSU réunit son CONGRÈS national. C'est l'occasion pour chaque syndiqué.e de faire le bilan de la période écoulée et surtout de contribuer à la définition des mandats, revendications, actions du SNEP-FSU pour la prochaine période.

Dans un contexte où les attaques sont fortes, dessiner l'avenir et valider collectivement ce que nous porterons dans les 3 ans qui suivront est primordial pour « réenchanter » le métier.

La participation de toutes et tous aux différentes phases du CONGRÈS, vote, présence aux AG départementales et CONGRÈS académique est un élément essentiel pour construire collectivement les propositions alternatives pour nos métiers, l'EPS, le Sport Scolaire et le Sport.

Une participation importante des adhérent.es est également un message fort adressé au pouvoir politique, signe de vitalité de notre organisation et d'une profession rassemblée en capacité d'agir pour se faire entendre.

A vos agendas :

AG départementales (9h-17h) :

Dordogne (24) : le vendredi 5 décembre 2025 à la Bourse du travail à Périgueux.

Gironde (33) : le lundi 1^{er} décembre 2025 au LP M. Dassault à Mérignac.

Landes (40) : le mardi 2 décembre 2025 au Collège D. Mitterrand à St Paul les Dax.

Lot et Garonne (47) : le jeudi 11 décembre 2025 à l'INSPE à Agen.

Pyrénées Atlantiques (64) : le lundi 1^{er} décembre 2025 à la FSU à Pau.

CONGRÈS académique : le jeudi 22 et le vendredi 23 janvier 2026 au village du Falgouët à Andernos (33).

CONGRÈS national : du lundi 23 au vendredi 27 mars 2026 à Guidel dans le Morbihan (56).

Ne jamais se résigner
Se syndiquer !



Syndicalisation

Pour être plus fort.es ensemble, le syndicat est notre outil commun. Il appartient à chacun.e de le renforcer. Syndiqué.e, on est plus fort.e pour se défendre, mais aussi pour construire, proposer, transformer l'école et la société. On est mieux informé.e, mieux armé.e face aux attaques, et on n'est plus jamais seul.e face à l'administration.

Les mobilisations commencent dès le début de l'année scolaire, soyons nombreux à nous syndiquer pour porter haut l'ambition d'un service public d'EPS accessible, exigeant et équitable.

Fort.e d'agir ensemble, adhérer !

Adhésion au centre EPS&SOCIETE



Le centre EPS & SOCIÉTÉ, la revue ContrePied ont besoin de toi,

Adhère au centre EPS & SOCIÉTÉ !

En tant que syndiqué au SNEP-FSU, tu reçois les deux numéros annuels de la revue ContrePied, mais cela ne fait de toi un adhérent au centre EPS & Société.

Le centre EPS et Société et à travers lui la revue ContrePied ont pour ambition de peser dans les débats à tous les niveaux pour la promotion d'une EPS dont l'enjeu émancipateur repose sur l'étude des APSA. Nous avons décidé d'accroître encore notre activité. Le centre EPS et Société, la revue ContrePied ont besoin de tous !

Chaque adhésion porte en elle un soutien dynamisant auprès des militants qui font vivre le centre, sa revue, son site Web,

sa newsletter. Chaque adhésion accroît le rapport de force en faveur d'une EPS plurielle, riche de la culture physique, sportive et artistique et ainsi contributive de l'émancipation des élèves et de ses enseignants.

En tant que syndiqués au SNEP tu bénéficies d'un tarif réduit de 10 euros pour l'adhésion au centre EPS & Société. Les dons que tu peux faire au-delà de ta cotisation sont défiscalisés à hauteur de 66% du don.

Je t'invite en cette rentrée à adhérer ou à renouveler ton adhésion,

Pour cela rien de plus facile, [un simple clic c'est ICI](#). Ou bien scanne ce QR code

